

# FONDATION DU PATRIMOINE RELIGIEUX DU QUÉBEC

Volume 3, Numéro 3 — Automne 2003

## Le patrimoine religieux et les métropoles

### Étude comparative entre Montréal et d'autres agglomérations métropolitaines

L'expérience québécoise en matière de patrimoine religieux jouit d'une reconnaissance internationale peu connue au Québec. La mise en commun des communautés locales de différentes traditions et confessions dans une formule de concertation est originale et suscite l'intérêt d'autres pays. Il faut dire que, dans bien des endroits de notre planète, les traditions religieuses servent de prétexte pour attiser des conflits qui se traduisent le plus souvent par l'intolérance et la violence dont sont victimes les personnes et leur patrimoine. Toutefois, cette expérience québécoise, au-delà de la satisfaction, voire de la fierté qu'elle apporte ou encore des questions qu'elle nous amène à nous poser, nous invite à porter un regard ailleurs.

Cas particulier dans l'expérience québécoise, le patrimoine religieux à Montréal est très important par la diversité des types, des traditions et des cultures qu'il réunit de même que par l'intérêt des édifices, des objets, des archives ou de la vie communautaire qui y sont associés. Cela en rend la conservation et la gestion d'autant plus complexes. En 2003, la question de son avenir se pose de plus en plus crûment, comme l'illustrent les

démolitions, appuyées d'études dites patrimoniales, de St. Luke's Anglican et de l'église Saint-Étienne à Rosemont, ou encore la transformation de l'église Saint-Jean-de-la-Croix en condos, dans la Petite Patrie. Une telle conjonction de facteurs invite à nouveau à trouver, dans l'expérience d'autres sociétés comparables, références et inspiration.

C'est ce qui amena Héritage Montréal, organisme indépendant fondé en 1975 pour encourager la protection du patrimoine historique, architectural ou paysager du Québec, principalement dans la région montréalaise, à proposer à la Fondation du patrimoine religieux du Québec, de s'associer à la firme SECOR pour mener, en partenariat, une étude comparative sur la problématique du patrimoine religieux dans un contexte métropolitain. Une douzaine d'agglomérations métropolitaines ont été retenues à cette fin, en tenant compte de leur démographie, des régimes administratifs ou de leur patrimoine religieux; outre Montréal, il s'agit des villes de : Toronto, Boston, Pittsburgh, Cleveland, Liverpool, Lyon, Bruxelles, Vienne, Stockholm, Barcelone, Milan et Melbourne.

## Boston

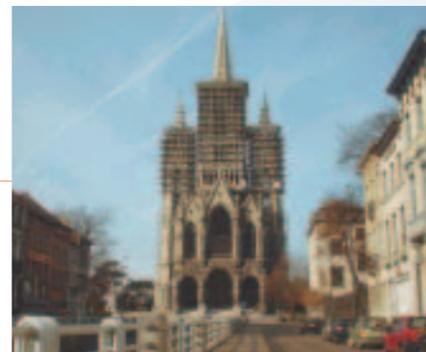
Rivales dans l'histoire comme sur la patinoire, Boston et Montréal se comparent aussi sur le plan du patrimoine religieux. On y compte plus de 360 églises catholiques, près de 200 églises épiscopaliennes et de nombre d'autres communautés. Des initiatives ont cours sous l'action conjuguée de l'État du Massachusetts, qui mena, par le truchement de sa commission des lieux historiques, des recherches et des inventaires en vue d'attribuer des statuts et de réaliser des projets de mise en valeur. Les autorités municipales interviennent en désignant des secteurs patrimoniaux qui bénéficient ensuite de stratégies de conservation et de revitalisation d'ensemble, élaborées et mises en œuvre par les services de la Ville et la Boston Redevelopment Authority, une corporation publique qui soutient des approches urbanistiques. De telles stratégies jouissent aussi du concours d'organismes privés comme le Historic Boston Inc. ([www.historicboston.org](http://www.historicboston.org)), qui aident au financement de projets de conservation dans leurs opérations propres ou comme agent pour la mise en œuvre de programmes nationaux comme le Steeples Project. En 1991, le Historic Boston publia un recueil d'études de cas en conservation du patrimoine religieux, lequel est actuellement mis à jour.



Old North Church, Boston  
Source : [www.oldnorth.com](http://www.oldnorth.com)



Source : [www.historicboston.org](http://www.historicboston.org)



Notre-Dame de Laeken, Bruxelles  
Source : [www.eurobru.com](http://www.eurobru.com)

## Bruxelles

Capitale belge et européenne, Bruxelles compte quelque 677 lieux de culte catholiques, 27 lieux protestants et 6 synagogues. Comparable à Montréal par la friction de deux grandes cultures dans un cadre cosmopolite, l'agglomération bruxelloise vit une mobilisation populaire en faveur du patrimoine, qui remonte aux années 1960. Cette action civique demeure très présente en relation avec la complexe structure administrative et légale qui gère le territoire bruxellois, le patrimoine qui s'y trouve et les projets ou mesures de conservation qui s'y appliquent. Cette action s'est traduite par des pétitions et l'émergence de projets et d'organismes dont un premier survol indique qu'elle serait actuellement plus forte dans la communauté flamande. Conséquemment, le gouvernement de la région Bruxelles-Capitale a créé, en 2000, une cellule de veille du patrimoine, qui est sous l'autorité du ministre et s'attaque au problème des bâtiments abandonnés et d'intérêt patrimonial, classés ou non, dans le but de leur trouver une nouvelle vocation ([www.draps.irisnet.be](http://www.draps.irisnet.be)).



Source : [www.draps.irisnet.be](http://www.draps.irisnet.be)

## Melbourne

Ancienne métropole australienne, Melbourne possède un patrimoine religieux de qualité, érigé aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, qui compte notamment quelque 230 lieux de culte catholiques. Plus de 110 bénéficient d'un statut de protection. En Australie, l'organisation générale du patrimoine relève principalement des États. Le Victoria, dont Melbourne est la capitale, dispose de lois qu'applique un service du patrimoine, Heritage Victoria ([www.heritage.vic.gov.au](http://www.heritage.vic.gov.au)), en appui au Conseil du patrimoine. Face aux besoins croissants de conservation du patrimoine religieux, le Conseil élabore actuellement un plan d'action spécifique et mettra sur pied, à court terme, des comités mixtes avec des représentants des communautés religieuses. La reconnaissance des biens patrimoniaux, par la voie d'un inventaire, est le fruit d'une

action conjuguée d'organismes associatifs, principalement la section du National Trust of Australia pour Victoria ([www.natrust.com.au](http://www.natrust.com.au)) qui mène ses propres campagnes de financement et d'inventaires, et des instances gouvernementales qui attribuent les statuts d'où découlent les contrôles ou les aides financières. L'action municipale se concentre sur la gestion du développement urbain.



Source : [www.natrust.com.au](http://www.natrust.com.au)



Source : [www.heritage.vic.gov.au](http://www.heritage.vic.gov.au)



St Carthages, Melbourne  
Source : [www.melbourne.vic.gov.au](http://www.melbourne.vic.gov.au)

La recherche vise à brosser un portrait de la problématique et des actions entreprises dans chaque ville afin d'identifier les pratiques exemplaires ou de tirer des leçons des échecs ou des demi-succès d'ailleurs. L'étude est menée à partir de sources documentaires et d'entrevues réalisées auprès de personnes identifiées dans chaque ville. Elle collige des informations descriptives sur le nombre de biens, les problèmes de vacances ou de sous-utilisation des bâtiments, de biens protégés par un statut spécial ou encore, le ou les régimes de propriété en place. On examine aussi le cadre de gestion du patrimoine, légal

et autre, ainsi que les mesures spécifiques relatives aux biens religieux ou la nature des incitatifs financiers ou urbanistiques ainsi que des outils de connaissance et de sensibilisation. Enfin, la recherche vise à permettre de mieux comprendre les acteurs en présence - publics, privés ou non gouvernementaux -, leur rôle et les relations qu'ils établissent entre eux sur la question particulière du patrimoine religieux.

D'apparence simple, ce travail n'en soulève pas moins de nombreuses questions tout en mettant en lumière certains constats intéressants, même à cette étape préliminaire de la recherche. En premier lieu, il est clair que le sujet est reconnu comme pertinent dans l'ensemble des villes examinées. D'ailleurs, les questions

que nous nous posons sont soulevées en Australie comme en Europe et aux États-Unis, dans des contextes administratifs, économiques, culturels, voire climatiques, fort différents.

Par contre, l'information est fragmentée, reflet de la division et de l'éloignement qui existent entre les composantes de l'appareil public ou entre les traditions religieuses. C'est souvent par l'intermédiaire de groupes en patrimoine ou de réseaux communautaires que l'on accède aux éléments d'un portrait de la situation plus intégré. En fait, l'existence de visions stratégiques qui résultent de la prise de conscience et de l'existence d'instances de concertation capables d'articuler une réponse aux besoins et aux défis croissants de ce patrimoine dans un contexte métropolitain est d'ailleurs un phénomène d'exception, constat qui souligne davantage l'originalité de notre expérience mont-réalaise ou québécoise et le besoin de mécanismes durables pour partager les expériences.

Sur la base des informations réunies par Johanne Brochu, doctorante en aménagement à l'Université de Montréal, avec l'aide de Madeleine Bélanger, de l'équipe SECOR, le travail d'analyse de cette recherche se poursuivra jusqu'au début de 2004. Il apportera alors une contribution utile dans le contexte de la préparation, en collaboration avec l'ICOMOS, d'une conférence internationale prévue à Montréal au printemps 2005 pour faire le point sur le patrimoine religieux - métropolitain ou régional, urbain ou rural, ancien ou moderne, local ou international - et son avenir.

Dinu Bumbaru  
Directeur des programmes, Héritage Montréal  
Secrétaire général, ICOMOS



Église Saint-Michael the Archangel  
Photo de Mathieu Rivard, 1999 \*



Église Saint-Viateur  
Photo de Laurencia Gagnon, 1999 \*

\* Les deux images sont tirées du livre *Montréal, la ville aux cent clochers* paru aux Éditions Fides, 2002